

soviétique du document de travail se rapportant à des mesures partielles de désarmement en date du 29 août que le Canada a présenté avec les autres délégations occidentales. Nous espérons que, comme parfois dans le passé, le Gouvernement de l'Union soviétique répondra d'une manière plus réfléchie à ces propositions pour que des négociations sérieuses puissent reprendre.

Le monde d'aujourd'hui réclame instamment un accord international, destiné à alléger le fardeau des armements et à réduire la menace d'une guerre qui pourrait avoir de terribles conséquences du fait de l'utilisation sur une grande échelle de l'arme atomique et de l'arme à hydrogène. Tous les gouvernements et tous les peuples du monde ont un intérêt direct et considérable en la matière, mais les quelques Puissances qui disposent de ces armes doivent porter une grande partie de la responsabilité dans la négociation d'un accord de désarmement. Je pense que nous reconnaissons tous qu'un accord complet sur les forces armées et les armements et leur réduction à des niveaux compatibles avec la sécurité nationale, n'est pas possible à l'heure actuelle. L'année passée, nous avons par conséquent concentré nos efforts sur la recherche des premières mesures de désarmement.

Si les propositions sont présentées de manière sérieuse, elles ne peuvent être unilatérales. Nous ne pouvons réduire la force relative et la sécurité d'une Puissance ou d'un groupe de Puissances. Les plans de désarmement doivent faire l'objet d'une inspection et d'un contrôle. Les mesures nécessaires à cet effet doivent être acceptées. A certaines exceptions près—que je noterai—il est des signes de progrès indiquant que la plupart des plans dont nous sommes saisis répondent mieux que jamais à ces critères.

Je pense que ces exigences sont satisfaites, par exemple, dans le document de travail présenté au Sous-Comité le 29 août par les délégations des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni et du Canada...

Les propositions du 29 août renferment des mesures que leurs auteurs sont disposés à accepter immédiatement dans la situation mondiale actuelle sans y attacher de conditions politiques préalables. Si elles étaient adoptées, elles permettraient une réduction sensible des forces armées et des armements, et la cessation de la production des matières fissiles à des fins militaires, c'est-à-dire la fin de la course aux armements nucléaires. Elles offriraient aussi le commencement de la réduction des stocks et une suspension des essais nucléaires pour une période de deux ans, qui pourrait mettre un terme définitif aux essais d'armes nucléaires.

Les propositions d'inspection aérienne, que l'Union soviétique a souvent qualifiées de manœuvres orientées vers des fins de renseignements, offrent des moyens très souples. L'Union soviétique a proposé les diverses zones où un début d'inspection pourrait être effectué. Nous pensons que ces différentes propositions sont parfaitement équilibrées. Le Gouvernement canadien accepterait, si le Gouvernement soviétique y donnait aussi son assentiment, d'inclure soit l'ensemble, soit une partie du territoire du Canada dans un système équitable d'inspection aérienne. Le Premier ministre du Canada l'a dit il y a à peine quelques jours dans la déclaration qu'il a faite devant l'Assemblée générale.

Il nous semble que nos propositions méritent au moins de ne pas être rejetées sans un examen attentif. Nous ne pouvons pas voir comment ces propositions pourraient désavantager l'Union soviétique par rapport aux autres grandes Puissances. Nous pensons qu'accompagnées d'un système de contrôle satisfaisant mais pas trop rigoureux, ces premières mesures de désarmement pourraient être appliquées sans porter atteinte à la sécurité d'aucun État partie à cet accord. Le succès de la mise en œuvre des premières mesures favoriserait la confiance, qui pourrait à son tour mener à un désarmement plus poussé. Je ne dis pas que notre document de travail soit nécessairement le dernier mot en ce qui concerne les mesures destinées à entamer le désarmement. Je sais que toute proposition de l'Union soviétique destinée à modifier ou à adapter ces suggestions serait examinée de manière approfondie. Il n'est pas question d'imposer ou de dicter un accord. Nous ne pouvons progresser que par des négociations sérieuses et patientes, et nous espérons que le Gouvernement soviétique s'y prêtera volontiers.

J'en viens maintenant aux propositions de l'Union soviétique. Je crois que nos divergences d'opinion sur la réduction des forces armées et des armements, sur la réduction des budgets militaires, et peut-être même sur le contrôle et l'inspection de ces réductions, ne sont pas aussi grandes que par le passé. Des négociations sérieuses